

deuxième quinzaine de mai. Pour la première fois depuis des décades, les bureaucrates du P.C.F. et de la C.G.T. ont été pris de panique, une panique ironiquement comparable à celle qui ravagea les hautes sphères gouvernementales avant que le général ne prononce le discours que l'on sait.

La manifestation commune du 13 mai et la grève générale de vingt-quatre heures furent impressionnantes. Les mots d'ordre officiels n'étaient que fort peu subversifs, qu'on en juge : » Pour l'arrêt immédiat et total de la répression, la libération des emprisonnés, l'amnistie des condamnés », « Pour les libertés syndicales et politiques ».

Le Bureau Politique tire le lendemain les leçons de la journée et trace les perspectives : elles concernent dans l'immédiat la répression et les revendications. La liquidation du gaullisme est située « au delà » de l'aboutissement des revendications et l'instauration d'une démocratie ouvrant la voie au socialisme ne se fera que « dans les meilleurs

rien deviner que le lendemain l'arrêt de travail avec occupation des gares et des dépôts serait quasi-général dans tout le pays.

Le 17 mai, trois cent mille travailleurs sont en grève ; le 18 mai au matin un million, deux millions dans la soirée, cent vingt usines importantes sont occupées ; le 21 mai, il y a huit millions de grévistes, dont un million et demi de métallurgistes ; le 23 mai, ils sont neuf millions à avoir cessé le travail. Aucune grève n'a été aussi ample, aussi complète dans l'histoire du mouvement ouvrier français. Aucune n'a été aussi immédiatement politique, car en dépit des mots d'ordre revendicatifs, l'occupation des lieux de travail et l'oubli des préavis réglementaires de grève posaient en termes concrets la question de savoir à qui devaient appartenir les instruments de travail et quel cas on devait faire de la légalité bourgeoise. Le rôle d'une direction révolutionnaire était alors d'expliquer aux travailleurs que même si elle était obligée de céder devant la

santé (« Vous n'avez pas été l'objet de sévices ? ») pour finir par désapprouver ce genre de procédés. Descamps put se payer le luxe d'ironiser avec le « prisonnier » en lui faisant remarquer que sa captivité était bien douce en comparaison des misères quotidiennes que connaissent les ouvriers de son usine...

La grande préoccupation du P.C. était que la motion de censure soit votée par le Parlement le 22 mai. Le gouvernement aurait pu ainsi être renversé de façon légale et le mouvement des masses aurait servi ainsi de force de pression pour un jeu parlementaire traditionnel.

L'*Huma* du mardi 21 gauchit donc quelque peu son langage : on appelle à multiplier les Comités d'action pour un gouvernement populaire et d'union démocratique, le Bureau politique pour la première fois, souligne que le mouvement n'a pas uniquement des buts revendicatifs mais *immédiatement* aussi des buts politiques : « Les grandes masses populaires, dont l'action est décisive, ne sont engagées, ni dans une entreprise



délais ». « Si l'entente des partis de gauche ouvre demain une perspective claire, les jours du pouvoir personnel sont comptés. »

Les têtes pensantes du carrefour Kosuth n'imaginent pas qu'à très brève échéance et en l'absence d'entente entre Rochet et Mitterrand, les travailleurs feront irruption sur le devant de la scène politique et poseront le problème du pouvoir en termes non parlementaires.

Les premières grèves avec occupation sont enregistrées avec quelque circonspection par l'*Humanité* : « Sud-Aviation-Bouguenais occupé par les travailleurs », annonce l'*Humanité* du 15 mai en neuvième page en y consacrant sept lignes. le 16 mai, on consacre quatorze lignes en sixième page à « Renault-Cléon occupé par les métallos ». Enfin, vendredi 16 mai, alors que Renault est occupé à Billancourt, Flins, Cléon et Le Mans, la rédaction de l'*Huma* s'avise qu'il se passe quelque chose d'important et met à la une que « Renault est en grève ».

Le mouvement est parti spontanément dans la métallurgie, les produits chimiques et les textiles artificiels, sans directives des directions syndicales, qui ont su immédiatement rejoindre les grévistes pour mieux les encadrer. L'*Huma* du vendredi 17 mai publie un communiqué assez anodin du Bureau de la Fédération C.G.T. des cheminots, ne laissant en

poussée irrésistible des masses, la bourgeoisie finirait toujours par reprendre plus tard une partie de ce qu'elle aurait été contrainte de lâcher et que la seule solution était de généraliser la grève pour renverser le régime gaulliste, les puissances financières qui le soutiennent et établir un gouvernement des travailleurs.

Depuis des années, la litanie du P.C.F. est qu'avec « un mouvement de masses d'une puissance inégalée », on peut venir à bout du régime du pouvoir personnel. Ce mouvement, il l'a eu et qu'en a-t-il fait ?

Jamais on n'a encore enregistré en France que près de la moitié des salariés soient en grève et il est vraisemblable que cela ne se reproduira de sitôt. Au lieu de renforcer ce mouvement, de le politiser, de le diriger avec toujours plus de vigueur contre le régime et la société qu'il défend, le P.C. s'est laissé tirer et balloter par lui, ne prenant quelque initiative que lorsque la spontanéité révolutionnaire des masses risquait de le porter au pouvoir malgré lui. Séguy fut le représentant le plus achevé de ce que la direction cégétiste compte de plus borné, sectaire et opportuniste. A ses côtés, Descamps, de la C.F.D.T., faisait figure de théoricien révolutionnaire. Lorsqu'à une émission en direct d'Europe n° 1, le directeur de Sud-Aviation de Nantes lui eut demandé ce qu'il pensait de sa séquestration par les grévistes, Séguy s'inquiéta d'abord de son état de

de replâtrage du pouvoir personnel, ni dans une grève insurrectionnelle, mais dans un vaste mouvement tendant à éliminer du gouvernement et du régime gaulliste, et à l'avènement, avec toutes les forces de gauche, d'un véritable régime républicain ouvrant la voie au socialisme».

Waldeck-Rochet explique à l'Assemblée que le pouvoir gaulliste a fait son temps, qu'il doit s'en aller et que la parole doit être donnée au peuple. Pour cela, il suffit de voter la motion de censure. Dans l'ordre, on pourra alors accélérer le mûrissement des conditions pour instaurer un régime de démocratie véritable... Il se trouve que la bourgeoisie ne voulut pas justifier les thèses parlementaires de Rochet et il manqua une voix pour la censure. Neuf millions de travailleurs en grève suivaient les débats parlementaires que la télévision donnait en direct pour la première fois. Ils étaient témoins du niveau misérable des interventions des députés paraissant inconscients de la lame de fond qui secouait le pays. Puisque la manœuvre parlementaire avait échoué, il fallait d'urgence mettre en marche des freins puissants pour éviter de devoir se prononcer sur le renversement immédiat du pouvoir gaulliste qui ne pouvait plus se faire que par des voies extra-parlementaires non enseignées dans les écoles du Parti.

Le jeudi 23 mai, C.G.T. et C.F.D.T. se déclaraient prêtes à prendre part à de véritables négociations.